

Relations

VIème année, No 68

École Sociale Populaire, Montréal

Août 1946

ÉDITORIAL

L'ENQUÊTE ROYALE SUR L'ESPIONNAGE

L'ENQUÊTE Kellock-Taschereau a révélé un état de choses inquiétant.

Pour les vieilles nations, l'activité d'agents étrangers, même ennemis, est affaire de routine: on redouble de vigilance chez soi, on alerte ses propres agents à l'étranger. Pour le Canada, l'espionnage est un fait nouveau. L'enquête n'a mis à jour qu'une faible partie des activités soviétiques chez nous, celles que dirigeait feu le colonel Zabotin pour le compte de l'armée rouge. « Il semble, notent les commissaires dans leur rapport final, dont nous citons le résumé officiel, que plusieurs systèmes ou réseaux clandestins parallèles existaient au Canada et fonctionnaient sous la direction soviétique, mais indépendamment et en dehors de l'organisation de Zabotin; en outre, il appert que ces systèmes parallèles avaient ou ont peut-être encore leurs propres agents clandestins au Canada. »

Ces services parallèles sont un second réseau militaire, un service d'information dans la marine en voie de formation, et surtout la N. K. V. D., héritière de la sinistre Guépéou. « Il n'y a guère de doute que la N. K. V. D..., qui est la police politique secrète de l'Union soviétique, possède une puissante organisation au Canada. » Une de ses besognes est « de diriger un réseau clandestin d'agents canadiens. En plus de s'occuper d'espionnage, elle a pour attribution d'enquêter sur le compte des membres du parti communiste canadien et de faire des rapports à leur sujet aux Russes ». Ajoutons le service politique, chargé de transmettre les ordres politiques de Moscou, les directives du Komintern, au parti communiste canadien. Selon le témoignage de Gouzenko, confirmé par les documents, « l'annonce de la liquidation du Komintern est sans doute la plus grande plaisanterie communiste des dernières années. Le nom seul a été supprimé, dans le but de rassurer l'opinion publique dans les pays démocratiques. En réalité le Komintern existe toujours et continue son travail ». Nous nous en doutions bien.

Les espions soviétiques ont ramassé un assez joli butin. « Bien des renseignements secrets, provenant de divers ministères et services de l'État, étaient régu-

lièrement transmis aux Russes »: renseignements sur le radar, l'énergie atomique, l'appareil détecteur de sous-marins *asdic*, les explosifs et explosifs propulseurs, la fusée V. T. panachée, dit-on, de la destruction de l'aviation japonaise. Les renseignements cherchés par les agents de Moscou comportaient des « renseignements techniques sur les moyens de défense dont le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis se serviraient après la guerre; des renseignements économiques permettant d'évaluer les possibilités économiques et financières du Canada; des détails sur l'emplacement des industries de défense du Canada; des renseignements sur certains câbles téléphoniques aériens et sur certains appareils de captage; et des documents susceptibles de servir aux agents russes postés au Canada ou ailleurs, ainsi que des renseignements permettant à ces agents d'entrer au Canada et d'y acquérir un champ d'action ».

La Russie — comme ses rivales dans la course à la domination du monde — se prépare « secrètement à une troisième guerre mondiale », et Gouzenko ajoute: « Pour faire face à cette guerre, le gouvernement soviétique crée dans les pays démocratiques, y compris le Canada, une cinquième colonne à l'organisation de laquelle prennent part même les représentants diplomatiques du gouvernement soviétique. »

LES « CELLULES »

Mais là n'est pas le plus grave. L'activité des agents a entretenu une propagande clandestine d'idées contraires à nos institutions, a répandu une corruption des idées et des consciences autrement inquiétante que le vol de renseignements ou de documents confidentiels. « Ce qui constitue peut-être l'un des aspects les plus singuliers » — et des moins rassurants — « de tout ce réseau de cinquième colonne est l'étonnante facilité avec laquelle les agents soviétiques ont pu trouver des Canadiens prêts à trahir leur pays et à fournir à une puissance étrangère les renseignements secrets auxquels ils avaient accès dans l'exécution de leurs fonctions, et cela malgré les serments d'allé-